

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Septembre-Octobre 2005 : n° 39

De l'Europe aux institutions

Editorial



Quatre mois après la victoire du «non» au référendum du 29 mai, les partisans du «oui» se remettent mal de leur défaite, du moins en France, puisqu'ailleurs des réflexions lucides et réalistes commencent à se

faire jour. Nos concitoyens qui, dans les partis, les associations, les médias, les églises, s'étaient enflammés pour une mauvaise cause ont eu souvent du mal à le reconnaître : soit qu'ils aient tenté de prolonger la partie en contournant la décision, pourtant claire, du peuple ou même en feignant de l'oublier ; soit qu'ils aient imputé au vote négatif des Français toutes les déconvenues rencontrées ensuite par le pays, depuis la déception des Jeux olympiques jusqu'aux épreuves économiques et financières que nous subissons. Etonnant «transfert» qui intéressera peut-être un jour les psychanalystes ! En attendant, les moralistes pourraient rappeler aux champions déconfits de ce combat perdu que s'il est humain de se tromper, il est diabolique de persévérer dans l'erreur...

Pour notre part, en prenant quelque recul par rapport à l'évènement majeur auquel nous avons contribué à notre modeste niveau, nous éprouvons un triple sentiment.

D'abord, celui d'une profonde satisfaction parce que nous nous rendons mieux compte maintenant du péril auquel la nation vient d'échapper : celui d'un effacement progressif au profit de structures mal bâties où la voix et les intérêts de la

France auraient été affaiblis de manière sournoise au profit d'une technocratie trop sûre d'elle-même et volontiers dominatrice.

Mais, nous n'en gardons pas moins la conviction qu'il ne faut pas en rester là. Car nous sommes toujours aussi désireux de construire une Europe

puissante et solidaire, comme nous nous y étions nous-mêmes efforcés dans le passé. Nous souhaiterions seulement que les Vingt-Cinq profitent de la crise actuelle pour remédier aux deux plus graves défauts qui entachent l'entreprise qui s'est développée à Bruxelles : le pouvoir immodéré reconnu à la Commission européenne et l'autorité sans frein de la Banque centrale. Tant que ces questions n'auront pas trouvé de solution, les efforts, souvent méritoires, des pays engagés dans ce grand projet

risquent de rester vains.

Enfin, nous pensons que le problème de la sauvegarde des institutions de la V^e République, si essentielle pour que la France demeure debout et reprenne sa marche en avant, va à nouveau se poser. Les remous démagogiques qui affectent une certaine gauche, les divisions et les interrogations de plusieurs courants de la droite, le bilan décevant de la fin du quinquennat présidentiel, tout va dans le sens d'une remise en cause des équilibres fondamentaux de la nation.

Soyons prêts à faire face !

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est tous les Français. Ce n'est pas la gauche, la France. Ce n'est pas la droite, la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Le référendum a mis en pleine lumière une donnée fondamentale de notre temps : le fait que les partis de jadis ne représentent pas la nation.

Général de Gaulle - allocution radio-télévisée du 7 novembre 1962.



NOTRE MEMOIRE

Notre Mémoire

Le gaullisme, ce fut d'abord - et c'est toujours - l'esprit de Résistance. La veille du 18 juin 1940, cet esprit s'était déjà manifesté lorsqu'Edmond Michelet, citoyen de Brive, avait fait distribuer dans les rues de la ville un tract roméoté qu'il avait rédigé à partir de citations de Charles Péguy («L'Argent suite»), dont l'accent n'a cessé de nous émouvoir. Michelet s'en était souvenu, il y a quarante ans :

«Ce n'est pas sans émotion que je relis aujourd'hui cette feuille jaunie dont on m'a assuré qu'elle constituait l'une des toutes premières, et peut-être même la première manifestation écrite de la résistance métropolitaine. Dans le désespoir où nous avait plongés le désastre, s'imposait le recours aux leçons de l'homme dont j'ai déjà dit à quel point il nous semblait inspirer le chef que nous allions suivre désormais. C'est donc au témoignage de Péguy que nous allions faire appel. C'est par la diffusion de ce texte que, dans une région qui s'honore d'être au tableau d'honneur de la résistance métropolitaine, allait commencer, dans un désert d'incompréhension ou d'indifférence, notre première action clandestine.

Notre tract de juin 1940 rappelait d'abord une exigence morale : **En temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Il ne se rend**

point. C'est tout ce qu'on lui demande. Nous annexions ainsi d'emblée Monclar et Leclerc, Kœnig et d'Argenlieu.

La citation continuait ainsi : Et celui qui se rend est mon ennemi quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Et je le hais d'autant plus et je le méprise d'autant plus que par les jeux des partis politiques il prétendrait s'apparenter à moi. Ceci nous semblait retomber d'autant plus haut sur les épaules de Vichy que, par une inimaginable imposture, les hommes de la défaite et de la révolution nationale allaient essayer d'accaparer l'homme qui avait proclamé : **Celui qui rend une place ne sera jamais qu'un salaud, quand même il serait marguillier de sa paroisse. Et quand même il aurait toutes les vertus [...]**

Mais c'est surtout, à le relire aujourd'hui, le dernier alinéa de cet appel qui nous bouleverse encore par son ton prophétique et le caractère d'actualité qu'il conserve toujours : **Il ne fait aucun doute que la France a deux vocations dans le monde et que si elle semble parfois fatiguée au temporel et même au spirituel et diminuée et quelquefois pauvre de force, c'est qu'elle a à pourvoir à deux tâches et à deux fidélités, à sa vocation de chrétienté et à sa vocation de liberté».**

Et Michelet concluait : «Toute la geste de de Gaulle, toute l'aventure des gaullistes restés fidèles, est dans ces six mots».

Le Gaullisme passionnante aventure,
Paris, Fayard, 1962,
p. 34-6.



ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire :

Dominique de Villepin : *Le requin et la mouette* - Paris, Plon / Albin Michel, 2004

Qu'il n'est pas sans signification de relire, un an après sa parution, ce livre de M. de Villepin – au titre dont le symbolisme, nous l'avouons, nous échappe toujours – alors que la carrière gouvernementale de ce favori du pouvoir présidentiel vient de s'affirmer avec éclat.

Non que les qualités, et les défauts, de M. de Villepin se soient beaucoup modifiés depuis son précédent essai, *Le cri de la gargouille*, dont nous avons rendu compte dans ces colonnes, il y a quelques mois. D'un côté, en effet, on constate dans le présent ouvrage la même facilité d'écriture, une vaste (et parfois indiscreète) culture, des formules chatoyantes pour résumer, dans un style de poète, des situations complexes. Mais, d'autre part, on continuera à regretter une avalanche de mots qui finit par noyer le discours sous des flots d'images, de références pompeuses, de citations et même de clichés, ainsi qu'une tendance constante à perdre le fil du raisonnement du fait de développements adventices. Ce qui, au total, ne peut qu'affaiblir une démonstration dont l'ambition était d'embrasser, dans sa généralité, l'état du monde, de l'Europe, de la France, et qui se réduit souvent à l'émission, très convenue, de simples vœux pieux et au constat d'assez banales évidences...

Faut-il, dès lors, considérer que cet ouvrage n'a rien apporté dans le débat politique ouvert devant le pays ? Nous ne le pensons pas, non seulement en raison des hautes responsabilités qu'exerce actuellement Dominique de Villepin et qui donnent, bon an mal an, une résonance particulière à ses écrits, mais aussi parce que l'auteur a fortement rappelé dans ces pages la position qu'il a prise au Conseil de sécurité de l'O.N.U, en 2003, sur l'affaire irakienne.

Dans son exposé où il a tenté – en vain – de s'opposer à la folle politique de M. Bush, le ministre des Affaires étrangères de la France fut, en effet, non seulement l'interprète éloquent

de son pays mais également la voix de la conscience universelle. Un «ministre européen des Affaires étrangères», tel que l'imaginait le traité constitutionnel (dont M. de Villepin fut pourtant l'ardent défenseur) aurait-il voulu, ou pu, tenir le même langage ? L'Angleterre, l'Espagne, la Pologne le lui auraient-elles permis ? Bien sûr que non.

Il faut toutefois admettre que le talent de M. de Villepin trouve aujourd'hui une double limite.

D'abord, dans la tâche gouvernementale qu'il doit assumer au milieu de difficultés sans nombre : au bout de plus de Cent jours, il n'a pas convaincu qu'il serait apte à les surmonter, même en passant de la poésie à la prose... Ce qui relativise évidemment ses analyses et ses projets : le fantassin harcelé par la conjoncture aura du mal à tenir les promesses du cavalier caracolant, avec une certaine complaisance, sur sa monture.

Mais on doit surtout convenir que l'inspiration profonde de l'actuel Premier ministre reste ambiguë et floue. Où se situe-t-elle en vérité ?

Dominique de Villepin a trop d'exigence intellectuelle pour se contenter d'être un chiraquien de simple observance. Il ne se reconnaît manifestement pas dans le libéralisme petit bourgeois de Jean-Pierre Raffarin. Son bonapartisme récurrent ne peut le conduire très loin. Serait-il alors un neveu de Malraux, épris lui aussi de beau style et de grandeur ? Serait-il un enfant tardif du gaullisme, comme il semble aujourd'hui le revendiquer ? Mais n'est pas gaullien qui veut. Cette qualité se mérite et se prouve : s'il souhaite y parvenir, M. de Villepin aura encore beaucoup d'efforts à faire pour concevoir puis pour exprimer une pensée qui lui permette d'agir sur les réalités du monde et pas seulement de les rêver ■

DIALOGUES

Dialogues

1 *Estimez-vous que l'indispensable lutte contre le terrorisme international est actuellement bien menée?*

La Lettre d'Argos : Cette lutte, en effet nécessaire, est actuellement conduite, sous des formes différentes, par presque tous les gouvernements, et c'est bien. Mais est-elle efficace ? Le sanglant borborygme dans lequel les Etats-Unis sont enlisés en Irak et, à nouveau, en Afghanistan ; la cruelle guerre de Tchétchénie dont M. Poutine ne peut sortir ; la série d'attentats qui a frappé la Grande-Bretagne, pourtant complaisante pendant longtemps aux agissements des extrémistes – tout cela permet, évidemment, d'en douter.

Que faudrait-il faire alors ? Nous n'avancerons qu'une remarque : c'est qu'il aurait convenu, c'est qu'il conviendrait, dans chaque cas, de tenter d'expliquer l'origine des crises avant de punir les coupables en prenant le risque d'exacerber les violences par la répression. Car expliquer n'est pas excuser, quoi qu'en pense M. Bush : c'est, au contraire, en s'efforçant de trouver honnêtement les raisons de situations en effet intolérables que l'on peut espérer mettre fin au recrutement des Kamikazes et à la loi de la bombe – préalable incontournable au règlement des plus graves conflits.

2 *En ce moment de rentrée, quelles perspectives s'offrent, selon vous, à M. Sarkozy ?*

La Lettre d'Argos : Alors que s'achèvent les «Universités d'été» multipliées par les partis politiques ces dernières semaines, les divisions et les confusions qui affectent la droite et le centre sont toujours là, sans s'être atténuées depuis le mois de juin. Tandis que M. de Villepin amorce peut-être une candidature élyséenne en tentant, avec plus d'autorité que prévu, de colmater les brèches d'une difficile action gouvernementale, M. Bayrou clame, à temps et à contre-temps, sa «différence» en annonçant

une «rupture» aux contours encore flous, qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité dans son propre camp. En même temps, M. Sarkozy s'efforce d'occuper au mieux le terrain en développant et structurant son instrument de travail, l'U.M.P, et en commençant à préciser son projet politique, économique, social et fiscal, qui devrait aboutir à un autre type de «rupture».

Il est évidemment trop tôt pour apprécier la portée de ces efforts. Mais il ne l'est sans doute pas pour formuler deux observations.

C'est, en premier lieu, que M. Sarkozy n'aura de chance d'intéresser en profondeur les Français que s'il fait sienne la volonté que nous sentons se dégager parmi eux depuis le rejet du traité européen : las d'attendre, dans une résignation morose, les diktats de Bruxelles, de Francfort ou de Washington, nos compatriotes semblent devoir se ressaisir en s'emparant eux-mêmes, à bras le corps, de leurs problèmes. L'ambition de Nicolas Sarkozy saura-t-elle prendre en compte ce désir d'action et de renouveau ?

Mais, ce faisant, M. Sarkozy comprendra-t-il que l'on ne saurait abandonner le peuple au populisme ? Pour des raisons de doctrine, d'abord, dans la mesure où, cherchant à se rattacher au courant gaulliste, il ne peut ignorer que le général de Gaulle a toujours condamné le bonapartisme sous toutes ses formes. Mais, aussi, d'efficacité : comment le candidat à l'élection présidentielle de 2007 pourrait-il rassembler une majorité de Français en s'adressant à la seule clientèle de la droite traditionnelle ? Là aussi, la réponse nous semble claire : il lui faudra dépasser les clivages de jadis.

3 *Le parti socialiste, si divisé aujourd'hui, peut-il encore trouver le chemin de l'unité ?*

La Lettre d'Argos : Sans doute pas en novembre prochain lorsque les cadres du P.S se réuniront au Mans, mais vraisemblablement

blement à l'approche des grandes échéances de 2007 et 2008. Il sera alors difficile aux socialistes de faire autrement...

Quelle forme prendra ce rassemblement, au delà du combat des chefs qui fait rage en ce moment ? Il est difficile de le dire. Cependant, ce que l'on peut dès maintenant constater – et regretter – c'est que la majorité des dirigeants socialistes persistent dans leur refus de tirer les conséquences du référendum du 29 mai où ils ont été si nettement désavoués. Qu'ils aient été, dans un aussi grave débat, abandonnés par une large fraction de leurs électeurs ne les inquiète apparemment pas. Ce qui compte seulement à leurs yeux – comme M. Hollande l'a affirmé avec un mélange de naïveté et de cynisme – c'est l'opinion de leurs militants, en oubliant que ceux-ci, quelle que soit leur qualité, ne représentent qu'eux-mêmes. L'appareil du P.S demeure donc atteint d'un autisme complet qui le coupe de la majorité du peuple de gauche et même du peuple tout court.

C'est-à-dire des sources mêmes de la légitimité démocratique.

4 *Quelles réflexions vous inspirent les problèmes, notamment alimentaires que connaît actuellement l'Afrique noire ?*

La Lettre d'Argos : A vrai dire, nous avons le sentiment d'une tragique impasse.

De fait, les autorités locales, régionales et internationales ont été incapables de prévoir et de traiter à temps la terrible famine du Sahel, en particulier au Niger : tandis que l'O.N.U réagissait avec un retard qu'a loyalement reconnu Kofi Annan, les Etats – et notamment la France qui semble avoir oublié ses accords de coopération – ont trop souvent laissé le champ libre aux associations non gouvernementales. Or celles-ci, aussi généreuses qu'elles fussent, n'avaient pas les moyens, ni l'autorité, pour se substituer aux organismes publics : la concurrence entre MM. Kouchner et Douste-Blazy en a fait la pénible démonstration !

Au delà des problèmes alimentaires, comment les Etats devraient-ils se comporter dans ce continent encore sous-développé malgré ses richesses potentielles, rongé par

la maladie et la misère ? Sans doute en laissant d'abord agir, et en les aidant autant que possible, les institutions communautaires africaines qui commencent à se constituer. Mais pas au point de passer la main à un néo-colonialisme sud-africain ou américain désireux de prendre, ouvertement ou non, la direction des affaires de l'Afrique : l'échec de la médiation française en Côte d'Ivoire n'a pas ouvert la voie à un succès pour Thabo Mbeki...

C'est donc à l'O.N.U d'assumer de plus en plus toutes ses responsabilités face à d'aussi lourdes difficultés. Mais les anciennes puissances coloniales, comme la France, n'ont pas, pour autant, à désertir ce nouveau champ de bataille, celui du développement et de la paix : elles le doivent à une obligation élémentaire de solidarité mais aussi à la reconnaissance qu'elles doivent à des peuples qui, dans le passé, ont si souvent versé leur sang pour leur liberté



5 *Que pensez-vous du résultat des élections allemandes ?*

La Lettre d'Argos : Nous avons constaté, comme tous les observateurs, qu'elles avaient conduit à un blocage à peu près total. Il appartiendra à nos amis allemands de trouver, dans les jours qui viennent, une issue qui leur permette de surmonter ce blo-

cage : nous souhaitons évidemment qu'ils le fassent le plus tôt et dans les meilleures conditions possible. Nous le souhaitons pour eux mais aussi pour nous, puisque nous sommes désormais associés à leur destin.

Devons-nous donc tirer, pour notre part, des conclusions de cette situation qui nous concerne également ? Nous le croyons, sur trois plans.

C'est d'abord que l'introduction de la proportionnelle dans une loi électorale, apparemment conforme à l'équité, peut se révéler dangereuse pour la démocratie si elle empêche de dégager une majorité substantielle dans l'expression des suffrages : la leçon pourrait être retenue par ceux, notamment à l'U.D.F, qui préconisent le recours, même réduit, à cette formule.

C'est aussi que les thérapeutiques de type libéral trouvent aujourd'hui rapidement leurs limites dans des sociétés fragilisées, comme les nôtres, par une crise permanente de l'emploi et une mondialisation mal maîtrisée. Au delà des maladroites de la campagne menée par la C.D.U, une évidence s'est imposée en Allemagne : c'est qu'une part importante de l'électorat

a refusé les «remèdes» drastiques qui lui étaient proposés dans le cadre de «réformes» au reste mal définies. On ne saurait, en effet, en douter : l'Allemagne vient de voter à gauche, et seule la volonté du parti de M. Lafontaine de s'exclure, pour le moment, du jeu parlementaire occulte cette réalité. Les partisans, en France, du «tout-libéral» en ont-ils conscience ?

C'est, enfin, que le parlementarisme absolu qui règne actuellement en Allemagne peut conduire à l'impasse, même avec des formations politiques solides et représentatives. Tous ceux qui, sous le nom de VI^e République, réclament l'instauration d'un tel système pour notre pays devraient avoir l'honnêteté de s'interroger : malgré les dérives d'un quinquennat vieillissant (qu'il faudra, bien entendu, corriger), la V^e République ne présente-t-elle pas une vertu essentielle, en empêchant la paralysie du pays par la classe politique, grâce à l'élection d'un Président au suffrage universel ?

Nous reviendrons sur ce débat fondamental ■

**Nous nous réjouissons que
M. Jean-Jacques Chaban-Delmas
viene de constituer,
en souvenir de son père,
l'association «Chaban aujourd'hui».
Celle-ci a tenu sa première réunion
le 16 septembre, date anniversaire
du discours que le Premier ministre
avait prononcé en 1969
pour lancer la «Nouvelle Société».**



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Septembre-Octobre 2005, n° 6748